(1)

(N° 174.)

SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 6 JUILLET 1921

Rapport fait par M. BRUNEEL au nom de la Commission de surveillance dans les régions dévastées (1), sur la reconstruction des maisons détruites par la guerre.

MESSIEURS,

Deux choses font particulièrement impression sur le visiteur qui parcourt les régions dévastées : le développement des cultures et la rareté des habitations.

On voit bien de loin, dans cette immense étendue, émerger aux emplacements des villages détruits, des groupements de toits rouges ou noirs donnant l'illusion d'une reconstruction avancée, mais, vues de plus près ces toitures ne recouvrent le plus souvent que des baraquements provisoires qu'il suffit de visiter pour se rendre compte que les habitants y vivent très à l'étroit, sans le moindre souci des exigences hygiéniques les plus élémentaires, sans installations sanitaires convenables et sans eau potable.

Le visiteur en tire tout naturellement cette conclusion : que les travaux de la restauration agricole ou plus exactement les travaux de reconstitution du sol ont été menés avec rapidité et succès tandis que la reconstruction des bâtiments n'a pas subi la même impulsion; que celle-ci est à son début alors que celle-là touche à sa fin. Cette appréciation correspond à la réalité.

En effet, le rapport adressé à M. le Ministre de l'Agriculture par le service spécial de la reconstitution agricole établi, à la fin de l'année 1920, la situation suivante pour la zone dévastée de la Flandre Occidentale :

Terres.

Terres dévastées (totalement ou partiellement).	126,715 hectares.
Terres restaurées en 1919.	46,306 »
Terres restaurées en 1920.	55,963 »
Restant à restaurer au 31 décembre 1920.	28,936 »

(1) La Commission est composée de MM. le comte T'KINT DE ROODENBEKE, président; DELANNOY, vice-président; BRUNEEL, CARTON, DE MEESTER, le baron D'HUART, DU BOIS, NOLF, SERRUYS, SPEYER, STRUYE, VINCK et WISER.

Depuis lors, les travaux se poursuivent activement et l'on peut être assuré que la remise en état de culture sera terminée dans toute la région pour la fin de l'année.

Cheptel.

Il y avait en 1914 : 18,467 chevaux, 116,364 têtes de bétail, 8,252 moutons, 135,860 porcs.

Il y avait en 1920 : 9,167 chevaux, 39,480 têtes de bétail, 10,272 moutons, 35,851 porcs.

Population.

Voici les chiffres du mouvement de la population :

Habitants en 1914	263,324.
— 1920	232,307.

Il ne reste donc plus qu'un déficit de 31,317 habitants.

Habitations.

Quant aux habitations, il y avait dans la zone 66,540 maisons en 1914, il y en a 27,148 en 1920. Il y a en outre 12,628 baraquements.

A première vue, ces chiffres pris dans leur ensemble ne disent pas grand chose, mais en les décomposant on parvient à en tirer quelques renseignements intéressants. Sur les 66,540 maisons de 1914, 10,983 sont demeurées intactes, les dégâts ont donc porté sur :

66,540 — 10,983 soit 55,557 maisons détruites en tout ou en partie.

Ce chiffre à son tour se décompose en 16,602 maisons détruites partiellement et 38,955 détruites en totalité.

D'autre part, des 27,148 maisons existantes en 1920, il faut défalquer celles demeurées intactes au nombre de 10,983, soit :

27,148 — 10,983 = 16,165 maisons réparées ou reconstruites.

Il suffit de mettre en regard les trois chiffres

38,955	16,602	16,165
--------	--------	--------

complètement détruites. partiellement détruites. réparées ou reconstruites.

pour se rendre compte de l'ensemble de l'œuvre de la reconstruction accomplie, tant par l'initiative privée que par l'intermédiaire de l'État reconstruteur.

Ces chiffres ne concernent que la zone dévastée de la Flandre Occidentale dans les limites fixées par le Ministère de l'Agriculture.

Mais cette région comprend la plus grande partie des reconstructions à effectuer.

De l'analyse de ces documents on peut conclure :

1° Que la restauration des terres s'est effectuée avec une merveilleuse rapidité sous l'impulsion du Ministre de l'Agriculture et de son administration et que les éloges qui leur ont été décernés sont pleinement

justifiés. Ils ont su admirablement tirer parti des qualités d'ardeur au travail, d'endurance, de ténacité qui sont la caractéristique de notre population agricole et lui ont donné le moyen de réaliser par eux-mêmes, en moins de deux ans, une œuvre qu'au lendemain de l'armistice on pouvait considérer comme une utopie.

Il convient d'ajouter que les frais généraux de l'administration, afférents à ces travaux, ne dépassent guère 1 p. c.;

2° Que la reconstitution du cheptel est loin d'être terminée, mais la récupération a été considérablement entravée par l'épidémie de peste bovine qui a sévi l'année dernière;

3° Que le rapatriement des habitants dans les régions dévastées s'effectue rapidement en dépit des difficultés et que seul le manque d'habitations empêche le retour d'être complet;

4° Que la reconstruction des habitations s'opère beaucoup trop lentement pour pouvoir abriter convenablement les habitants, le cheptel, les produits qui se trouvent dans le pays dévasté où, faute d'abri, ils sont exposés aux pires éventualités.

Pourquoi cette reconstruction est-elle si lente à s'effectuer et quels sont les moyens d'y porter remède ?

Il n'y a que deux méthodes pour procéder à la reconstruction.

L'initiative privée et la reconstruction par l'État.

L'initiative privée fut dès le début frappée d'impuissance parce qu'elle ne peut s'exercer qu'à la seule condition pour le sinistré de posséder les ressources nécessaires.

Ces ressources il ne les possède pas ; il ne peut les obtenir qu'à l'intervention des tribunaux de dommages de guerre, et cette intervention a été tout à fait insuffisante, le rapport de l'honorable M. Nolf en fait foi.

De l'impuissance de l'initiative privée est née la dernière méthode :

La reconstruction par l'État ou dédommagement par voie d'équivalence, qui permettait tout au moins provisoirement de suppléer à la lenteur de la procédure judiciaire.

Si le sinistré s'est mis à l'œuvre sans retard pour niveler ses champs, c'est parce qu'il était fixé immédiatement quant au montant des indemnités qui lui seraient attribuées et qu'il était assuré du payement.

S'il ne s'est pas décidé à entreprendre la reconstruction de son habitation, c'est parce que les tribunaux des dommages de guerre étaient incapables de lui assurer les mêmes garanties et ce ne sont ni les allocations provisionnelles, ni les avances administratives qui lui donnent la sécurité sans laquelle il n'aura garde de s'embarquer dans une entreprise qu'il n'a pas la certitude de mener à bien.

Il y a lieu de considérer, en outre, que lors même qu'il a obtenu un jugement définitif, ce qui est plutôt rare, il n'est pas au bout de ses peines. Trop souvent la délivrance des titres octroyés en vertu d'un jugement ne s'effectue que très irrégulièrement ; ces titres s'escomptent difficilement, leur liquidation ne s'obtient qu'après des démarches et des rappels multiples et, faute d'une liquidation régulière, le sinistré est exposé à devoir interrompre les travaux en cours, n'étant pas à même de payer en temps utile ceux qui les exécutent.

Enfin si le juge, libre de ses actes, lui applique un coefficient inférieur à celui des adjudications du moment, il peut s'attendre à devoir suppléer de sa poche les sommes nécessaires à l'achèvement des travaux ou à renoncer à les terminer.

Lorsque le Ministre Renkin prit la direction du Département de l'Intérieur, il fut amené à intervenir directement dans l'œuvre de la reconstitution, ayant dans ses attributions les services des Haut-Commissariats royaux et des communes adoptées. Le Fonds du Roi Albert ressortissait également à son Département.

Le fonds du Roi Albert avait à cette époque construit environ 10,000 baraquements provisoires et dépensé plus de 100 millions à des constructions éminemment peu durables.

Le Ministre estime que le moment était venu de mettre fin au régime des constructions provisoires pour procéder à des reconstructions définitives et de suppléer à l'impuissance de l'initiative privée par l'intervention directe de l'État comme constructeur.

M. Renkin venait de présider à la reconstruction de notre réseau de chemins de fer dans des conditions de rapidité qui fit l'objet de l'admiration générale.

Cette restauration s'était effectuée, dès la retraite des armées ennemies, sous la direction d'un personnel expérimenté avec des auxiliaires qui prirent à cœur la restauration du patrimoine national.

Mis en confiance par ce premier succès, il résolut d'entreprendre la reconstruction par l'État des immeubles détruits par la guerre et, sous forme d'avances administratives, autorisées par la loi du 14 février 1919, d'indemniser les sinistrés par voie d'équivalence, sans attendre l'intervention judiciaire, en leur donnant des bâtiments *de même importance* en lieu et place de ceux qui avaient été détruits.

Il est à remarquer cependant que les tribunaux de dommages ne sont pas dessaisis par cette intervention et qu'ils devront se prononcer pendant ou après l'exécution des travaux.

Il est à craindre que cette procédure provoquera de nombreuses contestations.

L'annonce du nouveau régime, appliqué d'abord à quatre ou à cinq communes, généralisé ensuite, fut accueillie avec faveur. La certitude de recouvrer, par l'intermédiaire de l'État, une installation de même importance que celle qui avait été détruite, eut raison de beaucoup d'hésitations et ramena au pays de nombreux habitants qui, doutant de la résurrection, se tenaient sur une prudente réserve.

Mais bientôt les difficultés surgirent de toutes parts.

Il eût fallu un personnel expérimenté, rompu aux affaires; on dût en improviser un. Les haut-commissaires royaux furent chargés d'une mission fort lourde à laquelle ils n'étaient pas préparés, et qui, pour la plupart tout au moins, s'écartait absolument de leur compétence. Ils s'efforcèrent d'y remédier en multipliant le nombre des fonctionnaires attachés à leurs services et qui se monte à 356 pour le pays.

Le littoral en compte.	34
Le nord de la Flandre Occidentale avec les commissariats-adjoints de Bruges, Roulers, Dixmude et Furnes.	54
Le sud de la Flandre Occidentale avec les commissariats-adjoints d'Ypres, Poperinghe et Wervicq	136
La Flandre Orientale et Anvers	24
Le Brabant et le Hainaut avec le commissariat-adjoint de Bruxelles	20
Liège, Namur, Luxembourg avec les commissariats de Dinant et du Luxembourg	28
Total.	<u>356</u>

Il eût fallu des devis rigoureusement établis, des contrats soigneusement étudiés; on en fut réduit à travailler en régie.

L'État devint le plus grand entrepreneur du pays, mais ses services furent organisés non point commercialement, mais administrativement avec tout le luxe de la paperasserie et de filière hiérarchique qui entraînent avec eux l'action lente et l'absence de responsabilité. Il n'en fallait pas davantage pour compromettre le succès d'une entreprise appelée à rendre dans le pays dévasté des services inappréciables.

Pour être à même d'exécuter son programme que comporte la reconstruction de milliers de maisons, l'État devait s'assurer des matériaux, des moyens de transports, de la main-d'œuvre.

Des contrats formidables furent passés à son compte en vue de lui procurer sans délai les matériaux nécessaires. L'âpreté au gain des producteurs, des intermédiaires, des employeurs ne connût plus de bornes. Certains produits atteignirent jusque dix-sept fois la valeur de 1914, ainsi que le constate le rapport de l'honorable M. Vinck. Des stocks énormes furent constitués qui encombrèrent les dépôts et que l'on ne pouvait transporter dans les régions dévastées, ni par voie d'eau, les rivières n'étant pas encore navigables, ni par chemin de fer, faute de matériel suffisant. Il fallut recourir à la traction automobile sur des routes défoncées et au prix de dépenses excessives. Il suffit de rappeler à ce sujet deux postes du budget de 1920 où les bandages figuraient pour 6,000,000 et l'essence pour 4,000,000 de francs. Il n'est guère possible d'évaluer le montant des pertes que la liquidation de certains stocks entraînera, à moins de les céder à des pays au change favorable et de favoriser ainsi l'exportation de produits dont nous avons cependant un pressant besoin.

Alors qu'il eût fallu un effort généreux pour venir en aide aux malheureux sinistrés et opérer rapidement l'œuvre de la reconstruction, la durée du travail fut considérablement réduite sur l'intervention des pouvoirs publics et les salaires dont le minimum était imposé par les mêmes pouvoirs pour les entreprises de l'État, suivirent une marche ascendante et parallèle au relèvement du coût de la vie, sans qu'il soit possible de déterminer d'une façon précise auquel de ces deux relèvements appartenait l'initiative première.

Quoi qu'il en soit, on aboutit à des résultats financiers désastreux qui suscitèrent des plaintes et des récriminations de toutes parts.

Les sinistrés eux-mêmes qui escomptaient la prompte réalisation de leurs espérances furent désappointés par la lenteur de la mise en marche de la machine administrative et par le petit nombre de travaux entamés en regard des sommes énormes dépensées.

On allait à la ruine ; M. Renkin lui-même dût renoncer au système des régies pour recourir aux adjudications forfaitaires.

Habitué sous le régime du contrat américain à prélever des bénéfices considérables, dont le montant s'élevait en même temps que le chiffre des dépenses, sans qu'ils fussent exposés au moindre risque, les entrepreneurs se résignèrent difficilement à accepter à nouveau les entreprises forfaitaires. Ils se groupèrent, formèrent de puissantes associations avec lesquelles il fallait compter et en dehors desquelles il était difficile de traiter. Ils imposèrent des prix élevés en écartant toute concurrence.

Les agents du pouvoir central étaient trop novices pour avoir raison d'une aussi puissante coalition et, par une politique sage des matériaux, ramener à des proportions raisonnables le coût des constructions. Ce sera le rôle de la Commission des matériaux qui fonctionne en ce moment.

En l'absence de cette action régulatrice, sous l'empire de la nécessité de construire, les coefficients continuèrent à monter à ce point que des esprits pondérés, tels les membres de la Commission provinciale d'agriculture du Luxembourg, effrayés de ce qu'ils ne craignaient pas d'appeler du gaspillage, crurent nécessaire de protester solennellement par la voie de la presse contre le coût excessif des reconstructions dont certaines atteignaient le chiffre fabuleux de treize fois la valeur de 1914.

Il serait excessif de prétendre que des coefficients aussi exagérés étaient la règle générale, mais si le coefficient 13 peut être considéré comme une exception, il n'en est pas moins vrai que les multiplicateurs de 9 et de 10 étaient souvent atteints.

Continuer dans ces conditions, c'était la ruine à brève échéance. Des mesures restrictives s'imposèrent.

Déjà l'honorable M. Jaspar, ministre de l'Intérieur, effrayé de la situation, avait assumé l'ingrate mission d'enrayer la course à l'abîme. Par une série de mesures telles que : l'augmentation du chiffre des avances administratives, le renforcement de l'action des coopératives, l'allocation de 3,000 francs pour les constructions semi-définitives, les jugements en référé et d'autres encore, il tenta de substituer dans une certaine mesure l'initiative privée à l'action directe de l'État. Malheureusement, toutes ces dispositions nouvelles n'eurent pas le succès qu'on eût pu en attendre, parce que toute action qui n'a pas de caractère définitif, peut donner des facilités mais elle ne peut donner la sécurité sans laquelle l'initiative privée ne se produira que d'une façon tout à fait restreinte.

Vers la fin du mois de mars dernier, M. Vande Vyvere, ministre des Affaires économiques, prit la décision de mettre un terme à la reconstruction par l'État et décida qu'à partir du 15 avril 1921, plus aucune demande de reconstruction par l'État ne serait recevable sans l'autorisation expresse du Ministre.

Quelle est la portée exacte de cette mesure ?

Il ne semble pas qu'elle implique le caractère d'une liquidation pure et simple d'un régime, et les termes mêmes de l'arrêté indiquent que le chef du département a voulu marquer un temps d'arrêt dans l'accumulation des engagements et se borner, pour le moment, à exécuter les contrats signés, et à poursuivre l'instruction et la mise au point des demandes de reconstruction, introduites en temps utile, en se réservant la faculté de reprendre l'Œuvre de la reconstruction par l'Etat, après que le dispositif en aura été remanié de telle façon que les abus révélés par l'expérience ne puissent se reproduire, et que l'intérêt de l'Etat soit mieux sauvegardé *sans qu'il soit porté atteinte aux droits imprescriptibles des sinistrés.*

Quatre fois déjà, depuis l'armistice, des modifications ministérielles ont affecté le département qui a dans ses attributions la restauration des régions dévastées, sans compter que l'Office des dommages de guerre dont l'intervention est à la base de toute restauration fut en d'autres mains que les services de la restauration jusqu'à l'arrivée de l'honorable M. Jaspas à l'Intérieur.

Chaque changement de personne amena un changement de directives, nécessairement précédé d'une période d'arrêt plus ou moins longue.

Ces changements de directives entraînent fatalement un bouleversement des travaux préparatoires en voie d'élaboration.

Les plans, les devis, la préparation des adjudications, les équivalences doivent le plus souvent être complètement remaniés, d'où des retards et beaucoup de travail qui, bien qu'inutile, a droit à rémunération.

Comme les autres changements de directives, la mesure qui vient d'être prise en ce qui concerne la recevabilité des demandes de reconstruction par l'Etat, entraînera une période d'arrêt, mais cet arrêt ne se traduira pas d'une façon effective sur la reconstruction elle-même, parce que la liquidation de la situation actuelle assure une marge suffisante pour permettre un examen nouveau et une mise au point complète. Les chiffres suivants en sont les garants :

Demandes de reconstruction par l'Etat . . .	12,926
Contrats signés	7,305
Renonciations	564
Contrats exécutés.	220
Contrats en voie d'exécution	2,580

Cette statistique remonte à quelques mois, elle est antérieure à la décision d'arrêt dans la recevabilité des demandes ; il y a donc lieu de tenir compte que le chiffre des demandes sera notablement plus élevé pour le motif qu'à l'approche de l'expiration d'un délai, il se produit toujours une poussée finale.

Il y a lieu aussi de tenir compte de ce que les chiffres concernant le Haut Commissariat du littoral n'y sont pas compris, les renseignements n'étant pas arrivés au département.

Aucun renseignement ne nous est parvenu en ce qui concerne l'importance des engagements pris ou des travaux exécutés.

Au moment de mettre sous presse un document complémentaire est arrivé à la Commission, il figure en annexe à la suite de ce rapport.

Ce qui frappe tout d'abord à la lecture de ces chiffres, c'est le très petit nombre des contrats exécutés ; en effet, l'achèvement des travaux laisse énormément à désirer. Le gros-œuvre s'exécute généralement avec diligence, mais de très nombreuses habitations sont et restent pendant de longs mois inhabitables, faute de portes, de vitres ou de pavements.

Ces retards sont d'autant plus regrettables que c'est l'urgence même des travaux qui, dans une certaine mesure, est la cause et la justification du coefficient élevé consenti pour leur exécution et que par suite de ces retards tout le fruit du sacrifice en est absolument perdu. Parmi les 2,580 contrats en voie d'exécution, il est à présumer que bon nombre représentent cette catégorie de constructions pour l'habitabilité desquelles il suffirait de quelques travaux d'achèvement et qui viendront grossir à bref délai le chiffre dérisoire des 220 contrats exécutés.

Les 7,305 contrats signés, dont la mise en exécution progresse régulièrement, joints aux 12,926 demandes dont la mise au point est l'objet du travail actuel des services des hauts-commissariats royaux, constituent une œuvre suffisamment importante pour que quelques mois d'interruption ne causent pas une entrave sérieuse à la permanence du travail de la restauration, notablement amélioré du reste depuis quelque temps.

Est-ce l'effet d'un aboutissement normal, est-ce l'effet de la maturité des fruits d'un travail de longue haleine ou bien la crainte d'une liquidation éventuelle ?

Peut-être y a-t-il quelque peu de tout cela, mais il est hors de doute que, depuis quelques mois, le *coefficient de l'activité* a subi un relèvement important, et que de tous les relèvements c'est apparemment le seul dont il y ait lieu pour tout le monde de se féliciter.

Certains, se basant sur les maigres résultats obtenus, sur les prix élevés qu'ils ont coûtés, prétendent qu'il faut renoncer définitivement à la reconstruction par l'État pour s'en tenir exclusivement à l'initiative privée.

On ne peut méconnaître les avantages de celle-ci, ni mettre en doute sa supériorité sur l'action directe de l'État. Là n'est pas la question.

Il est aisé de se livrer à des controverses et de faire des essais tendant à établir la supériorité de tel procédé sur tel autre lorsqu'on est soi-même confortablement établi dans une région épargnée ; mais, lorsque depuis sept ans on est dépossédé de sa maison, dépouillé de ses meubles ; que depuis plus de deux ans on vit misérablement dans une baraque, alors que partout ailleurs on se heurte à un luxe insensé, on ne comprend pas qu'aucune disposition puisse être prise qui soit de nature à retarder, ne fut-ce que de quelques mois, le moment où enfin, on pourra renoncer à cette vie de sauvage pour reprendre un peu du confort et de la civilisation pratiqués autrefois. Pour arriver à cet aboutissement, aucun moyen utilisable n'est de trop, et s'il est désirable que l'initiative privée soit aidée, encouragée, développée autant qu'il sera possible de le faire, il serait regrettable de renoncer à la reconstruction par l'État, méthode auxiliaire qui commence à donner des résultats appréciables, sous prétexte que l'autre régime est préférable.

Agir ainsi serait aussi peu sage que de se faire couper la main gauche sous prétexte que la droite est plus habile.

Il ne peut s'agir uniquement d'une question de supériorité ni même

d'une simple question d'argent, qui du reste peut s'atténuer par une organisation meilleure, mais bien d'un devoir d'humanité et de justice dont il importe de se libérer au plus tôt, et toute mesure dont l'application contribuerait à prolonger le séjour si pénible de nos compatriotes dans des installations notoirement insuffisantes, entraînerait pour ses auteurs une responsabilité à laquelle ceux qui savent et qui sentent ne consentiront pas à s'associer.

Certains abus, certaines déficiences affectent l'œuvre de la reconstruction.

Il ne rentre pas dans les attributions du Sénat et moins encore dans celles d'une de ses commissions de s'ériger en réformateurs, mais il leur appartient néanmoins d'en prendre connaissance, de les apprécier, de les signaler à l'attention du Gouvernement et sans vouloir en rien empiéter sur les prérogatives de l'exécutif, de lui suggérer certaines mesures de nature à réprimer les abus et à faciliter l'accomplissement d'une œuvre de réparation trop lente à s'effectuer.

Dans son intéressant rapport, l'honorable M. Nolf a signalé le fonctionnement défectueux des tribunaux de dommages de guerre et dans ses conclusions il indique des moyens d'y porter remède.

On ne peut assez insister sur la nécessité d'assurer à l'action judiciaire une marche rapide, régulière et exempte de variations, d'autant plus qu'à l'avenir l'accord préalable entre le sinistré et le Tribunal des dommages est devenu indispensable pour toute reconstruction qu'elle se fasse par l'initiative privée ou par l'État.

Cet accord préalable aura pour effet d'éviter pour l'avenir la reproduction d'exagérations manifestes constatées dans certaines reconstructions dont l'importance et le caractère n'ont avec les immeubles détruits que des rapports éloignés. On cite quelques exemples de fermes et d'habitations reconstruites au début par l'Entr'aide notamment qui font l'objet de la réprobation publique.

Il importe que de tels abus ne se reproduisent plus.

Mais s'il faut éviter d'enrichir le sinistré en lui donnant le moyen de remplacer un immeuble détruit par un autre, de plus d'importance, ou d'un accroissement de valeur plus que normal; il faut, avec tout au moins autant de soin, éviter que la réparation consentie ne constitue pour lui un appauvrissement ou l'obligation de réduire les proportions de l'immeuble qu'il cherche à recouvrer.

Le Gouvernement semble avoir renoncé à l'établissement d'un coefficient de emploi fixe. Il a compris qu'en matière de reconstruction surtout ce coefficient doit être déterminé par les conditions du marché au moment où le emploi s'effectue.

C'est sur les conditions du marché et non sur les coefficients que son action doit s'exercer.

Le *Bulletin* mensuel de l'Office des régions dévastées dans son numéro de mars 1921 contient un programme d'ensemble de restauration des immeubles privés ou publics atteint par les faits de guerre.

Il serait trop long d'en faire une analyse détaillée, mais on peut en retenir quelques indications qui permettent de croire que si l'État renonce

aux coefficients fixes qui eussent abouti pour les sinistrés à une réduction de leurs droits, il tend à y suppléer à l'aide de réductions sur la valeur initiale de 1914 en imposant, par l'intermédiaire des commissaires d'État principaux, des prix unitaires et de barèmes qui doivent servir de base à cette évaluation. A ces estimations réduites, vient se joindre une moins-value de vétusté, qui, si elle est réelle et appréciable pour du matériel qui se détériore et se démode rapidement, ou pour des constructions de qualité inférieure, ne se manifeste guère tout au moins durant les trente premières années pour les immeubles de bonne construction.

Un barème et un bordereau de prix unitaires, 1914, étaient en usage dans le ressort du Haut-Commissariat Royal d'Ypres. Ils figurent en annexe à la page 137 et suivantes du numéro de mars du *Bulletin* de l'Office des régions dévastées.

Bien qu'il y ait lieu de faire certaines réserves en ce qui concerne des omissions assez importantes et les dispositions de ce qu'on qualifie maison de maître, les prix qui y figurent permettaient aux architectes (à ce qu'en disent les gens compétents) d'établir plans et devis de constructions de même importance que les anciennes.

Depuis lors, un barème et un bordereau nouveau furent imposés, qui comportent des réductions sur presque tous les articles.

Ces réductions entraînent pour l'architecte l'obligation de recommencer tous les plans, de remanier tous les devis, il en est qui par suite de réductions successives résultant des changements de directives ou de contrôle, en sont à leur troisième édition.

Pour rester dans les limites de l'équivalence tracées par le bordereau nouveau, il faut renoncer aux dispositions imposées par la Commission de l'hygiène; ces dispositions constituent le minimum d'habitabilité; il faut retrancher des mansardes ou des dépendances, remplacer les ardoises par des tuiles, les voliges par des lattes, les seuils de pierre par des briques sur champ, le plomb par du zinc, les briques de façade par des briques ordinaires, les meneaux de pierre par du béton, le chêne par du sapin, supprimer jusqu'aux enduits qui atténuaient la grossièreté des matériaux, en un mot, remplacer nos vieilles maisons, belles, spacieuses, solides, par d'autres plus neuves il est vrai, mais moins belles, moins spacieuses, moins durables, et pendant que s'opèrent toutes ces modifications, dont le coût administratif représente peut-être bien la valeur des économies réalisées sur la construction, les adjudications sont reculées, la belle saison passe, l'hiver approche, le sinistré attend toujours, et cette réparation qui lui fut promise large, rapide et complète, en vue de laquelle il mène patiemment depuis deux ans une vie de misérable, il ne l'obtiendra enfin que réduite, incomplète et tardive.

En procédant ainsi, on aboutit fatalement à dégoûter les architectes de valeur dont le talent eût pu s'exercer sur des œuvres les plus diverses et jusqu'aux plus modestes, mais qui n'auront cure d'attacher leur nom à des œuvres étriquées, amputées, dénaturées. Faute de mieux, il faudra se contenter d'artistes d'occasion dont la conception ne dépasse guère, en fait de constructions, un cube de maçonnerie surmonté d'un chapeau chinois.

Toute modification dans les barèmes et les prix unitaires qui servent de base pour établir la valeur de 1914 entraîne *ipso facto* une inégalité de

traitement parmi les indemnisés dont les uns obtiennent moins et les autres davantage sans autre motif qu'un changement de directive émanant du pouvoir central.

Ce sont ces inégalités qui soulèvent le mécontentement et les protestations. Les prix unitaires, tout comme les barèmes, doivent correspondre non à un prix fantaisiste, mais au prix moyen réel de 1914. Et puisqu'ils doivent servir de base à toute évaluation, ne serait-il pas préférable qu'ils soient l'œuvre, non pas d'un comité de fonctionnaires, mais d'une commission composée de gens du métier, connus, assermentés et dont la décision basée sur les faits serait immuable, puisqu'elle ne serait que l'enregistrement des prix du passé qui sont à l'abri de toute fluctuation nouvelle.

Sous ces garanties ne pourrait-on étendre davantage le système des prix unitaires ? Ne pourrait-on, par exemple, appliquer un barème fixe pour établir la valeur des bâtiments d'une ferme d'après un prix unitaire à l'hectare et établir des catégories de fermes selon l'étendue de l'occupation ?

Ne pourrait-on établir la valeur d'une maison au mètre carré de surface bâtie suivant une échelle appliquée à la catégorie de l'habitation en tenant compte de la gradation de toutes les catégories ?

Ne pourrait-on pas, même pour les meubles pour autant qu'ils aient été détruits, attribuer une valeur globale au mobilier conformément à une évaluation-type appropriée à la nature de chaque pièce et à la catégorie de l'habitation ?

La mission des tribunaux se trouverait ainsi notablement simplifiée et les jugements plus rapides.

Mais, s'il est de la plus haute importance d'être en possession d'un jugement établissant ces droits, il est tout aussi important pour que les travaux de restauration puissent s'effectuer, que ce jugement reçoive une prompté exécution.

En cette matière il y a lieu de réclamer la sollicitude du Gouvernement car ce n'est qu'au prix d'une parfaite régularité dans l'expédition des titres et d'une stricte ponctualité dans les paiements, que les sinistrés acquerront la sécurité indispensable pour entreprendre, à l'aide de l'un ou de l'autre des procédés mis à leur disposition, la reconstruction de leur foyer.

Le Rapporteur,
BRUNEEL.

Le Président,
Comte T'KINT DE ROODENBEKE.

Tableau des recon

PROVINCES	SECTEUR	NOMBRE DE DEMANDES REÇUES	NOMBRE DE CONTRATS SIGNÉS A CE JOUR	NOMBRE DE CONTRATS ABANDONNÉS PAR LES SINISTRÉS
Flandre Occidentale	Littoral	(1)	150	(1)
—	Roulers	349	289	20
—	Furnes	367	327	64
—	Dixmude	1249	133	2
—	Ypres-Ville	685	532	46
—	Ypres	1111	1018	45
—	Wervicq	2166	1765	21
—	Poperinghe	1189	1010	74
—	Communes non adoptées.	465	415	50
Anvers	Communes adoptées . .	78	—	78
—	Communes non adoptées.	380	—	—
Flandre Orientale	Communes adoptées . .	244	—	—
Liège	Communes adoptées . .	939	770	68
—	Communes non adoptées.	174	96	6
Namur	Communes adoptées . .	883	402	51
—	Communes non adoptées.	135	36 (4)	16
Luxembourg	Communes adoptées . .	710	639	22
—	Communes non adoptées.	211	173	17
Hainaut	Communes adoptées . .	270	5	—
—	Communes non adoptées.	—	—	—
Brabant	Communes adoptées (5) .	40	4	—
—	(5) Communes non adoptées.	285	—	—

(1) Renseignements manquent.

(2) Montant impossible à évaluer.

(3) Chiffres approximatifs.

(4) Renseignement manque — 36 est le nombre des reconstructions en cours.

(5) Les demandes de reconstruction par l'État sont le plus possible transformées en avances.

structions par l'État.

NOMBRE DE CONTRATS EXÉCUTÉS	VALEUR DES TRAVAUX TERMINÉS	VALEUR DES TRAVAUX EN COURS	VALEUR DES TRAVAUX A EXÉCUTER (contrats signés mais non entamés)
3	79,624 39	6,571,205 90	± 12,320.000 » (3)
—	—	8,905,599 35	(2)
1	21,235,000 »	6,448,049 93	(2)
—	—	8,064,889 13	(2)
200	5,000,000 » (3)	24,000,000 » (3)	30,000,000 » (3)
3	52,500 »	6,217,359 06	(2)
18	700,000 » (3)	26,785,000 » (3)	80,000,000 » (3)
52	634,660 24	6,952,068 54	5,334,999 09
3	84,223 54	1,822,569 23	± 24,000.000 »
—	—	—	—
—	—	—	—
—	—	—	—
4	52,675 »	14,362,865 74	2,720,600 » (3)
—	—	657,312 »	898,200 » (3)
4	274,284 21	7,332,692 31	(2)
—	—	1,733,836 57	(2)
—	—	(2)	(2)
—	—	(2)	(2)
—	—	860,902 50	(2)
—	—	—	—
56	379,631 60	442,511 »	(2)
—	—	—	—